

La Rochelle, le 20 JAN. 2020

Direction de l'Environnement et de la Mobilité
85, boulevard de la République
CS 60003
17076 La Rochelle Cedex 9

Affaire suivie par : Corinne NUYAOUET
N° dossier : 2019-URBA-0005
Tél. : 05.46.31.72.18 - Fax : 05.46.31.72.90
Email : corinne.nuyaouet@charente-maritime.fr

Madame Marie-Danielle GIRAUDEAU
Maire de Fontaines d'Ozillac
2 Rue Saint Laurent
17500 FONTAINES D'OZILLAC

Objet : Avis sur projet d'élaboration du PLU

Madame le Maire,

Vous m'avez transmis, conformément à l'article L. 153-16 du Code de l'urbanisme, le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de et je vous en remercie.

J'ai l'honneur de vous informer que ce dossier recueille mon avis favorable sous réserve des remarques suivantes :

1 – dans le domaine des Infrastructures

- concernant les comptages de trafic sur le réseau routier départemental dans la commune, vous trouverez ci-joint la carte représentant le trafic moyen journalier annuel en 2018 couvrant le territoire de l'Agence de Jonzac,

- il conviendrait de préciser dans le règlement de toutes les zones que l'aménagement des accès sur les routes départementales devra respecter l'écoulement des eaux pluviales le long de la voirie, notamment s'il existe un fossé le long de la voie ou si celle-ci est en remblai,

- il conviendrait de préciser dans le règlement de toutes les zones que pour les accès « véhicules » le long des routes départementales, les portails devront être implantés à une distance minimale de 5 mètres de l'alignement hors agglomération et à une distance minimale de 5 mètres du bord de la chaussée en agglomération. En agglomération, cette distance minimale pourra ne pas être exigée lorsqu'il n'est pas possible de réaliser une implantation en recul ou lorsque l'arrêt sur la voie publique devant le portail ne présente pas de danger pour les usagers de la route. L'ouverture des portails devra se faire vers les propriétés privées sinon leur recul devra être augmenté de leur déploiement,

- il conviendrait d'autoriser dans le règlement de toutes les zones, les travaux d'infrastructure routière ainsi que les affouillements et exhaussements du sol qui y sont liés,

- pour des raisons de risques sanitaires, le rejet des eaux usées traitées dans les fossés départementaux est interdit sauf en cas d'impossibilité technique de toute autre solution,

- la commune envisage de protéger des boisements, des haies... en bordure de routes départementales. Il est rappelé que conformément aux règles de l'art relatives aux zones de sécurité le long des routes départementales, les arbres nouvellement plantés (remplacement des arbres existants malades...) devront être implantés à une distance minimum de 4 mètres du bord de la chaussée des routes départementales si ces plantations se trouvent hors agglomération,

- les projets de desserte des différentes zones à urbaniser, nécessitant une jonction avec le domaine public routier départemental, seront présentés au Département au moment des études afin d'être validés par celui-ci. Si ces jonctions nécessitent des aménagements routiers, ceux-ci devront être financés par les différents intervenants dans le projet (Commune, Aménageur, ...),

- les projets de cheminements doux (cycles, piétons, ...) situés le long du domaine public routier départemental, ou en connexion avec celui-ci seront présentés au Département au moment des études, afin d'être validés par celui-ci,

- en ce qui concerne le domaine de l'énergie, il est à noter que depuis le 1er janvier 2013, toute construction neuve doit respecter au minimum la réglementation thermique actuelle RT2012. Les énergies renouvelables participent à l'atteinte des exigences de cette réglementation.

Pour développer le recours aux sources d'énergies renouvelables locales, des outils d'aide à la décision sont disponibles pour tout porteur de projet (particulier, collectivité, entreprise...) :

Concernant l'énergie de la géothermie, plus précisément, le Département de la Charente-Maritime et le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) se sont associés pour faire l'inventaire des ressources géothermiques disponibles. Un atlas a été élaboré comprenant des cartes de données géologiques, hydrogéologiques (profondeur des aquifères), de débits potentiels, de puissances unitaires disponibles par unité de captage, des caractéristiques hydrodynamiques des nappes. Il est consultable dans l'espace cartographique du site internet : <http://www.geothermie-perspectives.fr/>

En outre, pour informer et accompagner les habitants des communes dans le recours aux énergies renouvelables ainsi que sur la performance thermique des maisons, le Département de la Charente-Maritime est doté de 5 espaces info énergie (cf. annexe 1 - EIE), où maîtres d'ouvrages privés et publics peuvent obtenir des conseils et informations techniques et financiers gratuits, sur tout projet (construction, rénovation, énergies renouvelables).

2 – dans le domaine de l'Habitat

Le Département apporte des aides individuelles aux habitants à faibles revenus, dans le cadre de son Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Ces aides concernent les dépenses d'entrée dans un logement (Fonds de Solidarité pour le Logement « Accès »), des difficultés à régler le loyer (Fonds de Solidarité pour le Logement « Maintien ») ou les consommations d'électricité, de gaz, d'eau ou de service téléphonique (Fonds de Solidarité pour le Logement « Energie »).

Quatre dossiers FSL « Accès » et deux dossiers FSL « Energie » concernant la commune de Fontaines-d'Ozillac ont été reçus en 2018.

Le Département de la Charente-Maritime a défini sa politique en matière d'habitat dans le cadre de l'élaboration d'un Schéma départemental, qui a été adopté par l'Assemblée départementale le 15 décembre 2016.

Le Schéma départemental de l'habitat 2017-2021 comporte deux grandes orientations :

- Promouvoir la cohésion territoriale par le développement d'une ingénierie adaptée aux besoins des collectivités : afin de s'assurer de la cohérence des interventions habitat mises en place par les Collectivités locales à différentes échelles et de promouvoir un développement territorial équilibré de la Charente-Maritime, il s'agit d'abord d'inscrire la politique de l'habitat au sein d'une réflexion plus globale qui porte sur l'aménagement du territoire. Dans un contexte marqué par le Grenelle de l'Environnement, la limitation de la consommation foncière et la recherche de l'équité sociale et territoriale, il est nécessaire d'articuler la politique de l'habitat avec la politique des transports, de l'économie, du numérique, de la qualité environnementale, de l'aide sociale... Le Schéma Départemental de l'Habitat s'intègre donc dans l'ensemble des politiques portées par le Département.

- Adapter et moduler les interventions du Département pour la prise en compte des populations spécifiques et du développement d'un habitat abordable, pour la réhabilitation du patrimoine existant et la construction neuve : la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 désigne le Département comme "chef de file" en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires. Le Schéma Départemental de l'Habitat 2017-2021 doit mettre en avant ce rôle et en faire une orientation majeure et transversale à l'ensemble des actions. En effet, à travers ce Schéma, le Département entend proposer des stratégies de soutien adaptées à la variété des réalités socio-démographiques et géographiques des différents territoires.

Les actions du Département concernent :

- la mise en ligne de l'Observatoire départemental de l'habitat : depuis le 1er octobre 2014, le Département met à disposition des élus, techniciens mais également de tous les charentais-maritimes un Observatoire départemental de l'habitat, consultable sur le site Internet du Département. Accessible à tous, il constitue un outil d'aide à la décision des élus, des collectivités territoriales, des professionnels et du public grâce à des données actualisées permettant une compréhension fine du département ;

- la mise en œuvre d'une aide pour les ménages ne remplissant pas leur obligation en matière d'assainissement collectif ou individuel. Un certain nombre de biens immobiliers, notamment les maisons situées en milieu rural, ne sont pas en règle au regard des obligations en matière d'assainissement collectif ou individuel. Cela constitue un enjeu au moment de la vente du bien immobilier. Une subvention correspondant à 30% du reste à charge des travaux (plafonnée à 3 000 €) est accordée aux ménages sous conditions de ressources (Plafonds de l'Agence nationale de l'habitat « propriétaires occupants très modestes ») ;

- le développement du parc locatif public par des aides à la construction de logements sociaux réalisés soit par des communes ou leur groupement, soit par un organisme HLM, soit par une association agréée. Un engagement financier fort du Département, avec la contribution de l'Etat et de la Caisse de garantie du logement locatif social permet d'accompagner l'office public départemental de l'habitat - Habitat 17 - dans un important programme de réhabilitation et de développement de son parc de logements.

- l'amélioration énergétique du parc locatif privé : le Fonds de Solidarité pour le Logement est confronté à une augmentation du nombre et du montant des aides sollicitées pour des dettes d'énergie. Afin d'aider les ménages par une aide financière à gérer et maîtriser leur dépense en énergie, le Département souhaite encourager les propriétaires bailleurs à engager des travaux permettant de réduire les charges des locataires ;

- l'amélioration de l'habitat des propriétaires occupants. Il s'agit là d'opérations ayant pour objectif de permettre le maintien du ménage dans son logement, dans des conditions décentes et adaptées à sa situation et d'en améliorer les performances énergétiques. Un opérateur est chargé d'aider les propriétaires pour la réalisation de l'étude de faisabilité des travaux souhaités ou souhaitables et le montage technique, administratif et financier des dossiers de demande de subventions auprès du Département, de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et des Intercommunalités le cas échéant.

Deux ménages ont été accompagnés par le Département de la Charente-Maritime en 2018 au titre de travaux d'amélioration des performances énergétiques au sein de la commune de Fontaines-d'Ozillac.

- l'accompagnement des accueillants familiaux à réaliser des travaux d'accessibilité. L'opération et les travaux envisagés doivent avoir pour objectif de mettre en adéquation le logement des accueillants familiaux avec les contraintes liées à l'âge ou au handicap des personnes accueillies (chambre en rez-de chaussée, rampe d'accès, douche à siphon de sol, barre d'appui, espace de giration, ...) ;

- l'accompagnement des résidences sociales : en complément des aides de l'Etat et des collectivités territoriales, le Département participe au financement de la construction des résidences sociales, dans l'objectif de soutenir un développement équilibré des résidences sociales dans le département ;

- l'aide en direction des accédants à la propriété : le Département de la Charente-Maritime, soucieux de préserver l'accession à la propriété, poursuit son action dans le cadre du Dispositif d'Aide aux Accédants à la Propriété en Difficulté. Avec le soutien de ses partenaires, l'intervention du Département a pour objet de maintenir les accédants à la propriété dans leur logement. Des mesures d'accompagnement et des aides sont déployées pour sécuriser l'accession et simplifier les démarches des ménages.

2 – dans le domaine de l'Aménagement numérique

Desserte Haut-Débit (ADSL et technologies alternatives) :

Le Département de la Charente-Maritime s'est associé à la société « 17-Numérique » en 2006 pour desservir en Haut-Débit l'intégralité de son territoire (2 Mb/s minimum). Dans le cadre de ce programme, « 17-Numérique » a réalisé le dégroupage de la plupart des centraux téléphonique ADSL (Nœud de Raccordement des Abonnés ou « NRA »), ce qui ouvre le réseau à la concurrence pour les opérateurs et permet la réception d'offres « Triple Play » (internet, téléphone, télévision). En parallèle, a été construit un réseau WiMax qui permet l'accès au Haut Débit jusqu'à 10 Mb/s dans les zones blanches ADSL par voie hertziennne. Enfin, pour les cas isolés qui ne sont ni éligibles au WiMax, ni à l'ADSL, le Département et « 17-Numérique » ont mis en place des solutions permettant une connexion par satellite. Ce réseau Haut-Débit est rendu possible grâce à une infrastructure de collecte en fibre optique de plus de 1 350 km qui irrigue tout le département et qui permet également aux entreprises d'accéder au Très Haut Débit via les offres sur boucle optique dédiée de « 17-Numérique » (service premium).

Les lignes de la commune de Fontaines-d'Ozillac sont rattachées à 2 NRA. La commune est desservie par le répartiteur 17204LEO du réseau ADSL Léoville (non dégroupé), et le répartiteur 17092CHZ du réseau ADSL Chartuzac (fibré et dégroupé par 17-Numérique). Les débits disponibles dans la commune sont toutefois très faibles étant donné la longueur des lignes reliant les logements à ces centraux. Les logements qui ne disposent pas d'une couverture suffisante par le réseau ADSL peuvent toutefois être reliés au réseau WiMax, qui dispose d'une très bonne couverture grâce au pylône émetteur situé dans la commune.

Déploiement du Très Haut Débit via la fibre optique (FttH):

- Eléments de contexte :

En Charente-Maritime, le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN), approuvé par le Département le 25 juin 2015, prévoit le raccordement de l'ensemble du territoire à la fibre optique jusqu'à l'habitant (FttH – Fibre to the Home).

L'ensemble du Département est classé en « zone moins dense » par le Régulateur du secteur des télécom : l'ARCEP. Cela implique que, quelle que soit la commune, un seul opérateur déploie les infrastructures de fibre optique sur la boucle locale optique mutualisée (BLOM). Toutefois, tous les opérateurs qui le souhaitent peuvent venir commercialiser leur offre sur ces réseaux. A terme, les quatre fournisseurs d'accès internet nationaux devraient ainsi proposer des abonnements sur fibre optique en Charente-Maritime.

Le déploiement de la fibre optique jusqu'à l'habitant sera réalisé par les opérateurs privés dans les 56 communes où la rentabilité économique est la plus forte (Communautés d'Agglomérations de La Rochelle, de Rochefort et de Saintes dans leur périmètre d'avant 2014 et ville de Royan).

Pour les 401 communes qui ne sont pas spontanément desservies par les opérateurs privés, le Département a confié en 2018 à la société « Charente-Maritime Très Haut Débit », filiale d'Orange, la mission de déployer un réseau de fibre optique pour desservir tous les logements avant fin 2022. Ce projet représente 270 000 logements à raccorder en moins de 5 ans et plus de 17 000 kilomètres de fibre à installer. Tous les nouveaux logements qui seront construits pendant la période du contrat liant

Charente-Maritime Très Haut Débit et le Département, soit jusqu'en 2042, seront également raccordés au réseau Très Haut Débit.

- Le déploiement du Très Haut Débit à Fontaines-d'Ozillac :

La commune de Fontaines-d'Ozillac est située dans la zone d'initiative publique. 100% des logements seront donc raccordés en fibre optique par le Département et son partenaire « Charente-Maritime Très Haut Débit ».

Selon le calendrier prévisionnel, le déploiement est prévu entre 2020 et 2022. Ce nouveau réseau permettra des débits pouvant atteindre 1Gb/s (1 000 Mb/s), soit l'équivalent des débits actuellement disponibles dans les grandes métropoles.

Sur le plan technique, Fontaines-d'Ozillac est rattachée au Nœud de Raccordement Optique (NRO) de Léoville pour 223 de ses logements et de Montendre pour 39 de ses logements. 3 Sous Répartiteurs Optiques hébergés dans des armoires de rue permettront de réaliser la desserte à proximité des logements. Au total 262 prises FttH seront construites dans la commune, lors du premier établissement du réseau.

- Modalités techniques et préconisations pour le déploiement du réseau Très Haut Débit

Le réseau de fibre optique emprunte principalement les infrastructures existantes, qu'elles soient enterrées, sur appuis aériens ou en façade. De façon ponctuelle, de nouvelles infrastructures peuvent être créées (appuis aériens, fourreaux enterrés). Des armoires de rue, abritant les points de mutualisation du réseau optique, sont également implantées.

Afin de faciliter le déploiement, il est préconisé de :

- veiller à la mise en place de fourreaux et de chambres dans les projets d'aménagement,
- réaliser l'égagement de la végétation à proximité des réseaux aérien sur le domaine communal et inciter les habitants à la faire pour la végétation débordant de leur parcelle sur le domaine public,
- s'assurer du respect des dispositions de l'article R111-14 du code de l'Habitat qui impose le pré-câblage en fibre optique des logements collectifs neufs,
- veiller de manière générale à la coordination d'intervention des divers gestionnaires de réseau dans le cadre des travaux sur voirie et espaces publics, pour la mise en place ou l'anticipation du déploiement des réseaux numériques.

Données et statistiques relatives à aux infrastructures numériques dans la commune de Fontaines-d'Ozillac :

- Secteur Grand Public :

Technologie zone blanche utilisées dans la commune, via le réseau Haut Débit départemental :

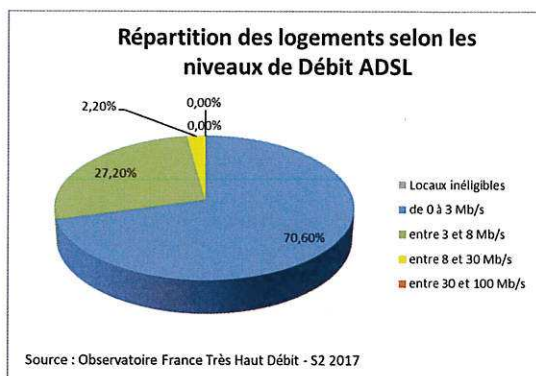
- WiMax : 5 logements
- Satellite : 0 logement

Eligibilité (sources : Plan France Très Haut Débit Fin-2017 ; ARCEP) :

- ADSL : 100 % des logements
- Fibre optique (FttH) : 0% des logements

WiMax - distance de la station de base la plus proche : Implantée dans la commune (distance maximale théorique de réception ~20 km)

Qualités des connexions ADSL dans la commune de Fontaines-d'Ozillac
(source Plan France Très Haut Débit Fin-2017) :



Secteur professionnel :

La fibre optique à destination des professionnels de 17-Numérique n'est pas disponible dans la commune (offres de type FTTO). Un raccordement peut toutefois être envisagé via une extension du réseau.

La fibre optique à destination des professionnels de Charente-Maritime Très Haut Débit n'est pas encore disponible dans la commune (offres de type FTTE). Elle sera déployée concomitamment à l'arrivée du réseau Très Haut Débit.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président et par délégation
Le Premier Vice-Président du Département,

Lionel QUILLET

Copie pour information :

Madame Chantal GUIMBERTEAU, Vice-Présidente du Conseil départemental,
Monsieur Christophe CABRI, Conseiller départemental,
Canton de JONZAC

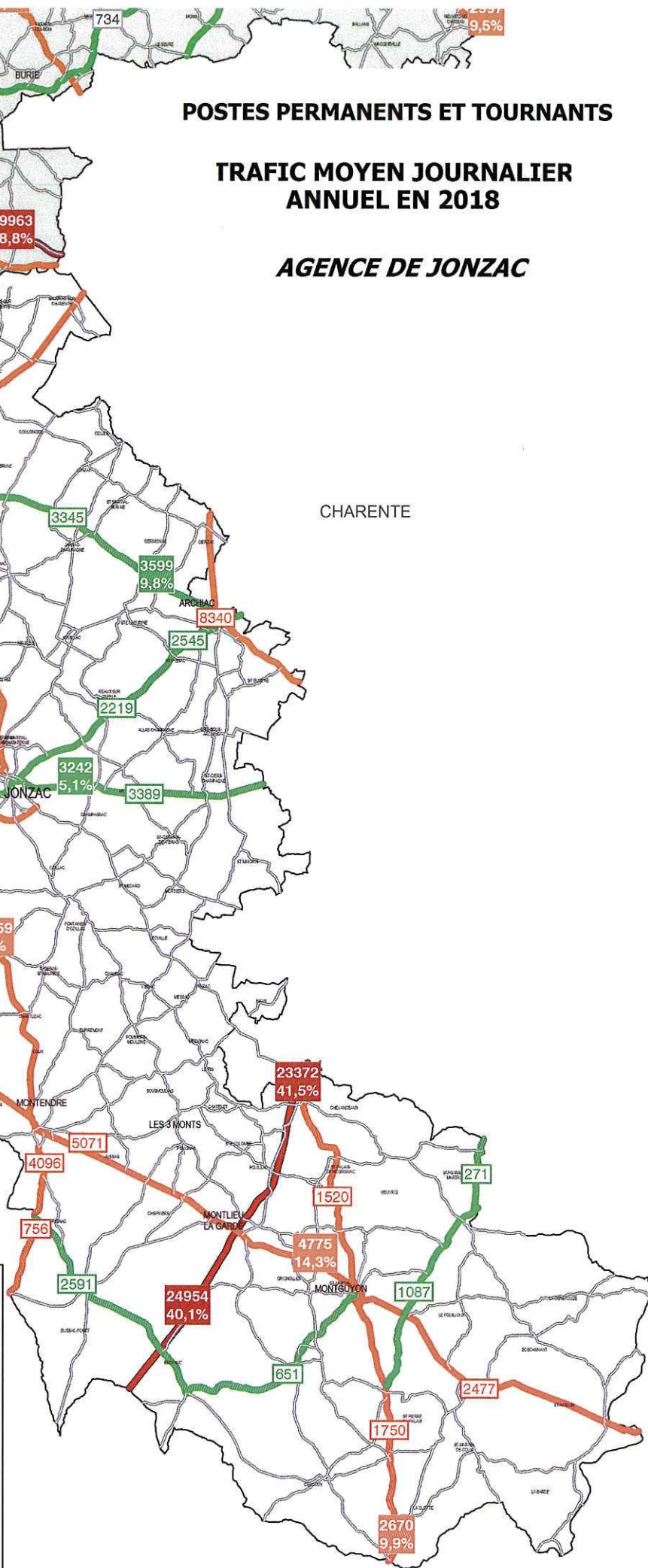
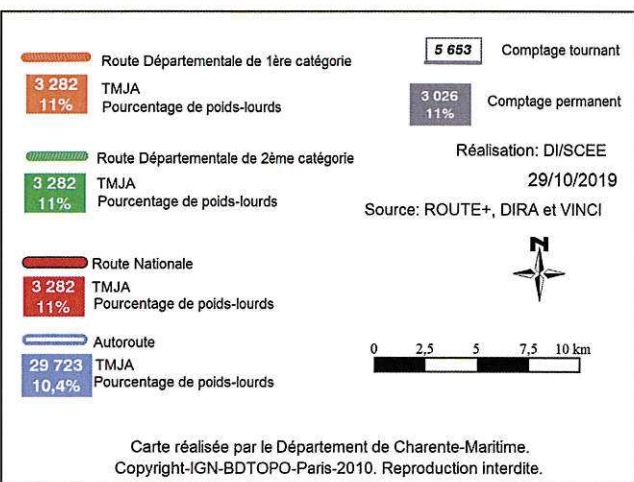
POSTES PERMANENTS ET TOURNANTS

TRAFIC MOYEN JOURNALIER ANNUEL EN 2018

AGENCE DE JONZAC

CHARENTE

GIRONDE



Commune de Ozillac : Offres de Cheminements

